

SIVU MERIADEC VILLAGES

56400



LOT 2

RESPONSABILITE CIVILE et Risques Annexes

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCES

5 ans

du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2030

Les clauses particulières ci-dessous, acceptées ou modifiées avec les réserves correspondantes, feront partie intégrante du contrat à établir et primeront sur toute autre clause de celui-ci.

NOTE PREALABLE

Le présent cahier des clauses techniques particulières est un cadre fixant les principaux besoins de l'assuré en matière de garanties d'assurances.

Les organismes d'assurances et les intermédiaires agents généraux et courtiers faisant des offres doivent en accepter l'essentiel, mais peuvent s'en écarter sur un ou plusieurs points.

L'existence du présent document ne délivre pas les intermédiaires agents généraux et courtiers de leur devoir de conseil vis à vis de l'assuré, les organismes d'assurance faisant des offres directement ayant un devoir de conseil équivalent à celui des intermédiaires d'assurance.

Ils peuvent donc proposer, en fonction de leurs compétences et expérience, toute variante tendant à améliorer la couverture globale et le fonctionnement ou la gestion du contrat d'assurances ou une partie de celui-ci.

RAPPEL : En l'absence d'un pouvoir spécifique délivré à un intermédiaire d'assurances par l'organisme assureur concerné pour l'acceptation des clauses du présent cahier des charges, ou en l'absence d'une copie du présent cahier des charges complété par le dit organisme assureur et muni de ses tampon et signature, il sera considéré qu'aucune clause du cahier des charges n'est acceptée

OBJET DU CONTRAT

1. CLAUSES GENERALES

On entend par :

- 1.1 Souscripteur : SIVU MERIADEC VILLAGES - 56400
- 1.2 Assuré:
le souscripteur, toute entité juridique à lui rattachée, toute personne avec laquelle le souscripteur et les autres entités assurées ont passé des conventions ou sont liées à elles du fait de leurs statuts ou fonctions, leurs élus, leurs agents, les personnes qui les représentent, celles placées sous leur autorité ou leur garde ou agissant pour leur compte, les personnes pour le compte desquelles elles agissent, et notamment les requis et bénévoles.
- 1.3 Tiers :
toute personne autre que l'assuré, étant précisé que les personnes citées comme assurées ont la qualité de tiers au titre du présent contrat, et sont donc tierces entre elles, ainsi qu'à l'égard de l'assuré.
- 1.4 Territorialité des garanties :
Sur le territoire du souscripteur comme en tout lieu, partout où besoin est.
- 1.5 Domage corporel :
toute atteinte corporelle ou physique subie par une personne physique et les préjudices qui en découlent.
- 1.6 Domage matériel :
toute détérioration, destruction, atteinte à l'intégrité d'une chose ou substance, ainsi que toute atteinte physique à des animaux ; le vol sera considéré comme un dommage matériel.
- 1.7 Domage immatériel :
tout dommage autre que corporel ou matériel et notamment tout préjudice financier résultant de la privation d'un droit, d'une jouissance, de l'interruption d'un service rendu, de la perte d'un bénéfice.
- 1.8 Sinistre :
toute réclamation amiable ou judiciaire formulée contre l'un quelconque des assurés, étant précisé que l'ensemble des réclamations se rattachant à un même fait générateur ou ayant une même cause technique initiale constituera, quelle que soit sa date de survenance, un seul et même sinistre.

- 1.9 Activités garanties :
toutes les activités du souscripteur sont garanties, sans exception ni réserve, qu'il s'agisse des activités d'administration, de gestion ou d'entretien, comme des activités et services annexes, y compris celles ayant un caractère industriel et commercial, les activités associatives culturelles ou de loisirs, le tout sans exception ni réserve, et sans qu'il soit nécessaire d'en faire une description exhaustive. Des conventions passées avec tout tiers pour l'exercice de ces activités peuvent comporter des renonciations à recours, des transferts de responsabilité et des obligations exorbitantes du droit commun.
- 1.10 Durée de la garantie :
la garantie s'applique à l'ensemble des sinistres survenant pendant la validité du contrat, quelle que soit la date du fait générateur. Il est convenu que pour les dommages survenus pendant la période de validité de la police et qui n'auraient pas été connus avant la date de résiliation de celle-ci, la garantie reste acquise pour les réclamations qui en résulteraient après la date de résiliation.
- 1.11 Forme : « Tous risques sauf » impérative.
- 1.12 Objet de la garantie :
Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité de l'assuré, lorsque cette responsabilité est engagée en vertu de toute source de droit applicable, à titre délictuel, quasi-délictuel, à titre contractuel ou quasi-contractuel.

2. CLAUSES PARTICULIERES

Il est convenu que :

- 2.1 l'assureur renonce à toute déchéance pour déclaration tardive,
- 2.2 l'assureur renonce à toute déchéance ou diminution des garanties du fait d'une non dénomination, non description des risques à assurer,
- 2.3 l'assureur dispense l'assuré de déclarer tout sinistre dont il ne demanderait pas l'indemnisation,
- 2.4 Les éléments contenus dans le dossier de consultation et relatifs à la description des risques ne présentent pas de caractère contractuel, dès lors que leurs modifications ne diffèrent pas de manière importante de celles résultant d'une gestion habituelle des acheteurs publics.
- 2.5 les garanties du contrat sont étendues aux dépenses non budgétées que l'assuré doit engager pour limiter les conséquences pécuniaires de sa responsabilité,
- 2.6 l'assureur a un délai de trois semaines après la déclaration d'un sinistre pour invoquer une non-garantie ou une exclusion, passé ce délai le sinistre déclaré sera automatiquement considéré comme assuré,
- 2.7 il appartient à l'assureur de prouver que sa garantie n'est pas acquise en prouvant qu'une exclusion précise peut être mise en jeu
- 2.8 les assureurs renoncent à tout recours envers les personnes physiques ou morales envers qui l'assuré aura lui-même renoncé à recours,
- 2.9 la garantie du contrat est notamment étendue aux responsabilités que le souscripteur pourrait encourir à la suite d'un préjudice causé à un tiers par une association subventionnée, dans le cas où le contrat d'assurance de celle-ci se révélerait insuffisant ou inopérant pour quelque cause que ce soit,
- 2.10 les garanties du contrat sont étendues aux frais de défense civile et pénale et de recours ; l'assureur organisera et financera notamment le recours contre le responsable d'un dommage qu'il aura causé à la collectivité dans la mesure où ce dommage aurait été garanti si la collectivité en avait été l'auteur et non la victime.
- 2.11 la responsabilité de l'assuré en tant que maître d'ouvrage est garantie pour les seuls évènements survenant avant réception,
- 2.12 les garanties du contrat sont notamment étendues aux dommages :
 - 2.12.1 aux véhicules réquisitionnés, aux véhicules conduits en fourrière, aux véhicules déplacés pour les besoins du service, aux véhicules du personnel lorsqu'ils sont garés sur les emplacements prévus à cet effet, aux moyens de locomotion électrique,
 - 2.12.2 subis par les biens et effets personnels des agents, visiteurs et bénévoles et toute autre personne lorsque ceux-ci se trouvent dans l'enceinte des bâtiments dont le

Cahier des clauses techniques particulières
C.C.T.P.

souscripteur a l'usage à quelque titre que ce soit, ou durant l'exercice de leurs fonctions pour le compte de l'assuré,

2.12.3 occasionné à l'environnement qu'il s'agisse de pollution accidentelle ou graduelle avec extension aux frais et mesures de sauvegarde et de prévention, permettant d'éviter la survenance d'un sinistre ou d'en limiter les conséquences,

2.12.4 occasionnés aux élus et délégués spéciaux au cours de leurs fonctions.

2.13 Le contrat comprend notamment :

2.13.1 la garantie du recours des agents contre l'assuré en cas de faute intentionnelle d'un autre agent,

2.13.2 la garantie du recours des agents contre l'assuré en cas de faute inexcusable, avec extension de garantie aux cotisations supplémentaires prévues à l'article L 452-2 du Code de la sécurité Sociale,

2.13.3 la garantie du recours de l'Etat en cas d'actes de violence,

2.13.4 la garantie du fait des stagiaires de la formation professionnelle,

2.13.5 la garantie des responsabilités provenant des compétences particulières ou transférées,

2.13.6 la garantie de la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs de recettes telle que définie par le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008

2.13.7 la garantie de l'assuré en tant que commettant, y compris lorsque sa responsabilité est engagée du fait de l'utilisation de leur véhicule personnel par ses agents ou les personnes dont il est responsable à l'occasion d'un déplacement pour les besoins du service,

2.13.8 la garantie des responsabilités en cas d'atteinte à la sécurité du système d'information, que cette atteinte résulte d'une intrusion malveillante ou d'une erreur humaine.

2.14 les activités garanties comprennent notamment, sans que cette liste puisse être considérée comme limitative, les activités en gestion directe, concession, du fait du transfert, délégation ou réservation de compétences, ou de façon cumulative avec l'état, d'autres collectivités publiques, des établissements publics ou des sociétés publiques ou privées, des associations :

2.14.1 les activités des services généraux,

2.14.2 le service et la gestion de l'eau et de l'assainissement, de l'action sanitaire et sociale et des cuisines et restauration scolaire,

2.14.3 la création et la gestion d'écoles, de l'accueil périscolaire, du centre de loisirs, de l'ALSH

2.14.4 la gestion de centre de loisirs / ALSH

2.14.5 la création et la gestion d'équipements communs aux habitants du hameau de Mériadec situé sur la commune de Plumergat et de Pluneret.

3. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

- 3.1 Le contrat comporte une garantie « individuelle accidents » au profit :
 - 3.1.1 des personnes participant aux activités sportives, culturelles et associatives organisées directement ou non par l'assuré,
 - 3.1.2 des bénévoles intervenant dans le cadre de ces activités,
- 3.2 montant des capitaux garantis :
 - 3.2.1 décès accidentel : 50 000 € (cinquante mille euros),
 - 3.2.2 infirmité permanente par accident (barème AT) – 75 000 € (soixante-quinze mille euros)
 - 3.2.3 frais médicaux à la suite d'accident (sous déduction des régimes de base et complémentaires dont bénéficie la victime) – 3 000 € (trois mille euros)
 - 3.2.4 plein par évènement : 150 000 € (cent cinquante mille euros).
- 3.3 Le contrat comporte une garantie « assistance » au profit :
 - 3.3.1 des agents, des accompagnants et des personnes participant aux sorties et voyages organisés directement ou non par l'assuré,
 - 3.3.2 Organisation et prise en charge du rapatriement sanitaire en cas de maladie ou blessure du lieu de l'immobilisation jusqu'au domicile de la personne assurée ou l'établissement adapté à son état de santé le plus proche de son domicile,
 - 3.3.3 Prise en charge des frais supplémentaires de transport des membres de la famille accompagnant la personne rapatriée dans la mesure où les moyens initialement prévus pour leur retour ne peuvent plus être utilisés du fait du rapatriement,
 - 3.3.4 Prise en charge des frais de déplacement aller-retour et de séjour sur place d'un membre de la famille de la personne assurée si celle-ci est hospitalisée plus de 5 jours (48 heures si elle est mineure ou doit subir une intervention chirurgicale d'urgence),
 - 3.3.5 Remboursement des frais médicaux restant à la charge de la personne assurée après intervention des assurances sociales de base et complémentaires dont elle dépend,
 - 3.3.6 Avance des fonds nécessaires lorsque des frais doivent être engagés dans un pays n'acceptant pas la prise en charge des assurances sociales de base et complémentaires dont l'assuré dépend,
 - 3.3.7 Prise en charge des frais de sauvetage et secours engagés pour transporter la personne assurée malade ou blessée du point où l'évènement est survenu jusqu'à l'établissement de santé adapté,
 - 3.3.8 Prise en charge des frais de retour anticipé d'une personne assurée lorsque ce retour est nécessité par le rapatriement d'un membre de la famille de la personne assurée ou par un des évènements suivants survenant à la personne

Cahier des clauses techniques particulières
C.C.T.P.

assurée ou à un membre de sa famille de l'accompagnant pas : décès, maladie ou accident grave pour laquelle le pronostic vital est engagé ou qui nécessite une intervention chirurgicale d'urgence, sinistre important à un bien appartenant à la personne assurée ou à un membre de sa famille, licenciement ou incarcération de la personne assurée ou d'un membre de sa famille, et tout autre évènement non décrit ci-dessus mais qui justifie par sa nature, sa gravité ou ses conséquences probables et importantes le retour anticipé de la personne assurée,

- 3.3.9 Organisation et prise en charge des frais funéraires et de rapatriement du corps d'une personne assurée décédée, du lieu de sa mise en bière jusqu'au lieu d'inhumation décidé par les membres de sa famille,
- 3.3.10 Prise en charge directe ou remboursement sur justificatifs des frais et honoraires d'avocats et conseils juridiques engagés pour la défense civile et pénale d'une personne assurée pour des faits liés à son déplacement ou son séjour,
- 3.3.11 Avance de la caution pénale éventuellement exigée pour la libération d'une personne assurée incarcérée à la suite d'un fait dont elle est l'auteur

INTERRUPTION DE SEJOUR

- 3.3.12 Versement d'une indemnité proportionnelle au nombre de jours de déplacement ou de séjour qui n'ont pu être effectués entre la date de survenance de l'accident ou la maladie survenue à la personne assurée qu'il y ait eu ou non rapatriement

ANNULATION

- 3.3.13 Remboursement des frais d'annulation contractuellement dus aux voyageurs, à la compagnie aérienne ou à tout autre organisme lorsque le déplacement ou le séjour est annulé pour un des motifs qui aurait provoqué le rapatriement ou le retour anticipé de la personne assurée si elle était réellement partie

BAGAGES

- 3.3.14 Remboursement de la valeur de remplacement à neuf des bagages et objets personnels emportés par une personne assurée en cas de vol, perte ou détérioration de ceux-ci
- 3.3.15 Remboursement des frais de réfection des papiers volés, perdus ou endommagés

RESPONSABILITE CIVILE

- 3.3.16 Paiement des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à une personne assurée ou les personnes, choses ou animaux dont elle a la garde au cours et à l'occasion du déplacement ou du séjour à la suite de dommages de toute nature causés à des tiers
- 3.3.17 Les différentes personnes assurées sont considérées comme tierces entre elles

4. GESTION DES SINISTRES

- 4.1 L'assureur ou son représentant instruira l'ensemble des sinistres, quel que soit leur montant, y compris les sinistres dont le montant estimé est inférieur à la franchise éventuellement applicable.
- 4.2 la responsabilité de l'assuré aura été reconnue, il réglera directement aux tiers le montant total des dommages, sans déduction de la franchise éventuellement applicable.
- 4.3 Il établira et adressera à l'assuré, selon une périodicité appropriée au nombre de sinistres, un bordereau récapitulatif des sinistres réglés pour lesquels il a fait l'avance des franchises applicables.
- 4.4 L'assuré s'engage à rembourser le montant des franchises ainsi avancées après contrôle et approbation du bordereau présenté.



5. DUREE

- 5.1 Les offres sont faites pour une durée ferme de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2030, avec paiement annuel des primes, l'échéance principale étant fixée au 1^{er} janvier.
- 5.2 Le contrat ne comportera pas de clause de tacite reconduction.
- 5.3 Le souscripteur aura la possibilité de résilier le contrat :
 - 5.3.1 à chaque échéance, moyennant envoi aux assureurs d'une lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de 3 mois,
 - 5.3.2 à toute date entre deux échéances pour non respect par les assureurs ou les intermédiaires d'assurances de leurs engagements contractuels respectifs, la date de résiliation étant fixée au plus tôt 2 mois après l'envoi aux assureurs ou intermédiaires d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'engagement non respecté provoquant la demande de résiliation.
- 5.4 Les assureurs auront la possibilité de résilier le contrat :
 - 5.4.1 au terme de la durée de l'engagement ferme et irrévocable, dans le seul cas où le rapport entre le montant total des primes échues et le montant total des sinistres effectivement payés par les assureurs et non susceptibles de recours serait supérieur à 150% (cent cinquante pour cent), moyennant envoi au souscripteur d'une lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de 6 (six) mois, précisant les éléments chiffrés sur lesquels la décision de résilier a été prise,
 - 5.4.2 à toute date entre deux échéances, en cas de non paiement par le souscripteur des primes échues, la date de résiliation étant fixée au plus tôt 4 (quatre) mois après l'envoi au souscripteur d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant la(les) prime(s) concernée(s), la dite lettre de résiliation pour non paiement devant être obligatoirement précédée de 2 (deux) mois par une lettre de mise en demeure de paiement de la (des) prime(s) concernée(s), pour autant que celle(s)-ci correspondent aux dispositions contractuelles acceptées.
- 5.5 Toutes les autres clauses de reconduction ou de résiliation sont considérées comme nulles et non avenues.

6. MODE DE REVISION DES PRIMES

Pour tenir compte de la variation des éléments à assurer, il est convenu que :

- 6.1 Si la prime n'est pas forfaitaire, lorsqu'elle est calculée à raison d'un taux ttc sur un élément variable (budget, masse salariale brute, nombre d'habitants, ...), il n'y aura pas modification du marché pour adaptation de la prime parallèlement à l'évolution de l'élément variable, quand bien même cette adaptation interviendrait entre la date de remise de l'offre et la date d'effet du contrat.
- 6.2 A chaque échéance annuelle, le souscripteur fournira à l'assureur le nouveau montant atteint par l'élément variable servant de base au calcul de la prime.
- 6.3 Il n'y aura pas de régularisation de la prime sur l'exercice écoulé.
- 6.4 Il n'y aura pas modification de la prime (hors-jeu éventuel d'un indice figurant dans l'offre) si la variation de l'élément variable est inférieure à 10% (en plus ou en moins) ; Dans le cas contraire, la nouvelle prime annuelle serait appelée sur les nouvelles bases.



CAPITAUX ET FRANCHISES

6	CAPITAUX RC GENERALE			FRANCHISES PAR SINISTRE* (*Des franchises alternatives peuvent être proposées par les assureurs)		
	NATURE DES DOMMAGES	MONTANTS LCI		OFFRE BASE	VARIANTE 1	VARIANTE 2
6.1	LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITES TOUT TYPE DE DOMMAGES CONFONDUS	10 000 000 €	par sinistre			
6.2	DOMMAGES CORPORELS	10 000 000 €	par sinistre	<i>néant</i>	<i>néant</i>	<i>néant</i>
6.3	DOMMAGES MATERIELS ET IMMATERIELS CONSECUTIFS	10 000 000 €	par sinistre	500 €	1 000 €	1 500 €
6.4	DOMMAGES IMMATERIELS NON CONSECUTIFS	1 000 000 €	par sinistre et par année d'assurance	750 €	1 500 €	3 000 €
6.5	DOMMAGES A L'ENVIRONNEMENT	2 000 000 €	par sinistre et par année d'assurance	1 500 €	3 000 €	6 000 €
6.6	DOMMAGES AUX OBJETS CONFIES	200 000 €	par sinistre	750 €	1 500 €	3 000 €
6.7	DEFENSE RECOURS	50 000 €	par sinistre	<i>néant</i>	<i>néant</i>	<i>néant</i>

MERIADEC VILLAGES

ELEMENTS TECHNIQUES

LOT 2 – RESPONSABILITE CIVILE

Budget de fonctionnement : 202 585,00 €

Nombre élus : 12 élus

Pas de masse salariale pour le SIVU de Mériadec, le SIVU n'a pas d'agents.

Informations complémentaires

- Statistiques
- Questionnaire Responsabilité civile ci-après
- Franchises en cours :

RC	
Désignation	Montant
Dommages matériels et immatériels consécutifs	Néant
Biens confiés	750 €
Dommages immatériels non consécutifs	750 €
Dommages à l'environnement	1 500 €



STATISTIQUES SINISTRES

INFO CLIENT

Situation au 12 février 2025
Période du 1 janv. 22 au 12 févr. 25

Réf. : 11282036
Sociétaire : SIVU MERIADEC VILLAGE -
Entité commerciale : 58 067 AGENCE GRAND CHAMP

COÛT TOTAL**RELEVÉ DES SINISTRES**

Pas de sinistre pour ce client sur cette période

Ce relevé recense vos sinistres arrêtés au 12/02/2025.

Groupama Loire Bretagne - Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles Bretagne Pays de la Loire

Adresse postale : Groupama Loire Bretagne - Souscription IARD – TSA 65017 – 35912 Rennes CEDEX 9

groupama.fr

Siège social : 23, Boulevard Solférino – CS51209 – 35012 Rennes Cedex - 383 844 693 RCS Rennes. Entreprise régie par le code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 4 place de Budapest – CS 92459 – 75436 Paris CEDEX 09


**02 99
30 90 80**
Coût d'un appel local
ou gratuit selon
votre abonnement

Fait à Vannes, le 12 février
2025
Pour la Caisse Régionale,
La Directrice Générale,


Delphine LETENDART

Ce relevé recense vos sinistres arrêtés au 12/02/2025.

Groupama Loire Bretagne - Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles Bretagne Pays de la Loire

Adresse postale : Groupama Loire Bretagne - Souscription IARD – TSA 65017 – 35912 Rennes CEDEX 9

groupama.fr

Siège social : 23, Boulevard Solférino – CS51209 – 35012 Rennes Cedex - 383 844 693 RCS Rennes. Entreprise régie par le code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 4 place de Budapest – CS 92459 – 75436 Paris CEDEX 09



**02 99
30 90 80**
Coût d'un appel local
ou gratuit selon
votre abonnement

Fait à Vannes, le 12 février
2025
Pour la Caisse Régionale,
La Directrice Générale,

D. Letendart
Delphine LETENDART



QUESTIONNAIRE RESPONSABILITE CIVILE

**FOURNI A TITRE INFORMATIF
SANS VALEUR CONTRACTUELLE**

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

SIVU MERIADEC-VILLAGES

Nombre d'habitants : 2 140

Nombre élus : 12

Siret : 255 602 187 00015

Remarque préliminaire : Le questionnaire peut être complété sur l'ordinateur.
Les cases peuvent être cochées par un clic.

LES ATTRIBUTIONS GÉNÉRALES ASSOCIÉES AUX COMMUNES

Police administrative	<input checked="" type="checkbox"/> oui
Responsabilité fonctionnelle des élus et des agents	<input checked="" type="checkbox"/> oui
Responsabilité organisation de manifestation(s)	<input checked="" type="checkbox"/> oui
Responsabilité Atteinte à environnement (base)	<input checked="" type="checkbox"/> oui

AGENTS DE LA COMMUNE

Nombre d'agents ETP (*équivalent temps plein*)0.....

Police Municipale ☐ oui ☒ non

Personnel Médical ☐ oui ☒ non

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

LES COMPETENCES DE LA COMMUNE

SERVICES SCOLAIRES ET PERISCOLAIRES

La commune gère les équipements scolaires – **EN PARTIE** ☒ oui ☐ non

Si non, gestion déléguée : ☐ oui ☒ non

La commune gère l'accueil périscolaire ☐ oui ☐ non

Si non, gestion déléguée : ☐ oui ☒ non

Indiquer le nom du délégataire le cas échéant

CENTRE DE LOISIRS / ALSH

La commune dispose d'un centre de loisirs / ALSH ☒ oui ☐ non

Gestion directe ☒ oui ☐ non

Gestion déléguée ☐ oui ☐ non

Si oui, nom du délégataire

CAMPS / MINI CAMPS / SEJOURS DE VACANCES

La commune organise des camps / mini camps / séjours de vacances ☐ oui ☒ non

Gestion directe ☐ oui ☐ non

Gestion déléguée ☐ oui ☐ non

Nom du délégataire

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

PETITE ENFANCE

Crèche

☐ oui

☒ non

Capacité d'accueil par jour

.....

Gestion directe

☐ oui

☐ non

Gestion déléguée

☐ oui

☐ non

Si oui Nom du délégataire

.....

Halte-garderie

☐ oui

☐ non

Capacité d'accueil par jour

.....

Gestion directe

☐ oui

☐ non

Gestion déléguée

☐ oui

☐ non

Si oui, nom du délégataire

.....

RESTAURATION SCOLAIRE

La commune gère restauration scolaire --- **EN PARTIE**

☒ oui

☐ non

Nombre de repas (moyenne par jour)

.....

Si non, indiquer le délégataire le cas échéant

.....

TRANSPORT SCOLAIRE

La compétence est exercée par la commune

☐ oui

☒ non

Quel est le nombre de bénéficiaires du service par an

.....personnes

Si la compétence est déléguée, préciser

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

RESTAURATION COLLECTIVE

La commune est compétence pour la restauration collective ☐ oui ☒ non

Nombre de repas (moyenne par jour)

Si non, indiquer le délégataire le cas échéant

PORTAGE DE REPAS À DOMICILE

La commune effectue-t-elle des portages de repas à domicile ? ☐ oui ☒ non

Nombre de repas (moyenne par jour)

Gestion directe ☐ oui ☒ non

Gestion déléguée ☐ oui ☒ non

Si oui, nom du délégataire

TRANSPORT COLLECTIF DE PERSONNES

La compétence est exercée par la commune ☐ oui ☒ non

Quel est le nombre de bénéficiaires du service par anpersonnes

Si la compétence est déléguée, préciser

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

VOIRIE

Le service est géré par la commune ☐ oui ☒ non

Longueur du réseau

Dans la négative, indiquer l'EPCI (Etablissement Public de
Coopération Intercommunale) auquel ce service a été
transféré

LOGEMENT

Compétence exercée par la commune? ☐ oui ☒ non

Si oui, commune procède-t-elle à des travaux chez les locataires visés par la compétence ? ☐ oui ☐ non

Si oui, lesquels

SERVICE POSTAL

La commune gère une agence postale ☐ oui ☒ non

EQUIPEMENTS SPORTIFS

La commune dispose d'équipements comportant des tribunes /gradins (> 5.000 personnes) ☐ oui ☒ non

Si oui, quel est l'équipement en question ?

Préciser la capacité

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

SALLE DES SPECTACLES

La commune dispose d'équipements comportant des tribunes /gradins ☐ oui ☒ non

Si oui, quel est l'équipement en question ?

Préciser la capacité

EQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS RELEVANT DE RISQUES ENVIRONNEMENT

La commune dispose d'équipements / installations relevant de risques environnement (par exemple : piscines, patinoires, etc.) ☐ Oui ☒ non

Si oui, lesquels ?

TERRAIN DE CAMPING

La commune gère un terrain de camping ou caravanning ☐ oui ☒ non

Nombre d'emplacements

AIRE ACCUEIL CAMPING CARS

La commune gère une aire d'accueil des camping cars ☐ oui ☒ non

Nombre d'emplacements

CHENIL - FOURRIERE

Compétence communale ☐ oui ☒ non

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

ATELIERS

Y a il une activité de réparation et/ou entretien de véhicules ☐ oui ☒ non

Y a il des équipements – installations relevant de risques environnementaux ☐ oui ☒ non

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

ORDURES MÉNAGÈRES

La commune est compétente pour :

Ramassage des ordures ménagères ☐ oui ☒ non ☐ transférée / déléguée

Si transféré ou délégué, préciser :

Tri des ordures ménagères ☐ oui ☒ non ☐ transférée / déléguée

Si transféré ou délégué, préciser :

Destruction des ordures ménagères ☐ oui ☒ non ☐ transférée / déléguée

Si transférée ou déléguée, préciser :

La commune possède :

un ou des centre(s) de stockage de déchets ultimes ☐ oui ☒ non

Une ou des déchetteries ☐ oui ☒ non

DISTRIBUTION D'EAU, DE GAZ ET D'ELECTRICITE

Distribution de l'eau ☐ oui ☒ non ☐ transférée

Distribution gaz / électricité ☐ oui ☒ non ☐ transférée

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

DISTRIBUTION DE CARBURANTS

- La compétence est exercée par la commune ☐ oui ☒ non
- Modalité de gestion de la compétence et des activités associées ☐ Régie ☐ DSP – Concession ou affermage
- Y a-t-il des équipements – installations relevant de risques environnementaux ? ☐ oui ☐ non

ADDUCTION D'EAU POTABLE

Adduction de l'eau ☐ oui ☒ non ☐ déléguée

La compétence est gérée par la commune compléter la rubrique ci-dessous

STATION (s) DE POMPAGE ET/OU DE RELEVAGE DES EAUX

☒ oui ☐ non ☐ déléguée

Les lagunes ne sont plus en service depuis 2012.

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

STATION EPURATION DES EAUX USEES

Station d'épuration ☐ oui ☒ non ☐ transférée

Capacité Eq/H

Station d'épuration soumis à
autorisation préfectorale

☐ oui ☐ non

*Attention, ne pas confondre avec le régime
de déclaration préfectorale.*

Gestion directe

☐ oui ☐ non

Gestion déléguée

☐ oui ☐ non

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La commune gère l'assainissement des eaux
usées, eaux pluviales

☐ oui ☒ non

Mode de gestion Régie

☐ oui ☐ non

Mode de gestion DSP – concession affermage

☐ oui ☐ non

Si affermage, préciser le nom du délégataire

.....

Des travaux ou études environnementaux sont
réalisés par la commune

☐ oui ☐ non

La commune est en charge de la maîtrise
d'œuvre sur des équipements visés par cette
compétence

☐ oui ☐ non

Des études ou travaux sont réalisés par la
commune dans le cadre de la compétence sur
des installations soumises à autorisation ou
enregistrement

☐ oui ☐ non

Si OUI, lesquels ?

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - SPANC

La commune gère le SPANC	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
Mode de gestion Régie	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
Mode de gestion DSP – concession affermage	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
Si affermage, préciser le nom du délégataire	
Des travaux ou études environnementales sont réalisés par la commune	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
La commune est en charge de la maîtrise d'œuvre sur des équipements visés par cette compétence	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
Des travaux ou études environnementales sont réalisés par la commune dans le cadre de la compétence SPANC	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

PRODUCTION D'ENERGIE

La compétence est exercée par la commune	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
Modalité de gestion de la compétence et des activités associées	<input type="checkbox"/> Régie	<input type="checkbox"/> DSP – Concession ou affermage
Quelle est la nature des installations mises en place par la commune ?	
Y a-t-il des installations dont la puissance dépasse 250 KWc ? Lesquelles ?	

BORNES DE RECHARGE ELECTRIQUE

La compétence est exercée par la commune	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
Modalité de gestion de la compétence et des activités associées	<input type="checkbox"/> Régie	<input type="checkbox"/> DSP – Concession ou affermage
Capacité en KVA	

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

INSTALLATIONS CLASSÉES - ICPE

Êtes-vous propriétaire d'installations classées (ICPE) soumises à autorisation, conformément à l'art L. 511-1 du Code de l'environnement ? (*Hors Station d'épuration*)

☐ oui

☒ non

Exemple : Déchèterie

Lesquelles ?

.....

Gestion directe

☐ oui

☐ non

Gestion déléguée

☐ oui

☐ non

Si oui, nom du délégataire

.....

ABATTOIR

La commune gère d'un abattoir

☐ oui

☒ non

Gestion directe

☐ oui

☐ non

Gestion déléguée

☐ oui

☐ non

PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Le service est géré par la commune

☐ oui

☒ non

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

AMENAGEMENTS URBAINS/ ZAC LOTISSEMENT

Lotissement	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
ZAC (Zone d'aménagement concertée)	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
ZAD ((Zone d'aménagement différée)	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
Droits de préemption	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
Droits de préemption urbain	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non

URBANISME

La commune dispose d'un PLU (Plan Local d'Urbanisme)	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
La commune a délégué l'instruction des permis de construire ou autres autorisations d'utilisation du sol	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non

Instruction déléguée à :

La commune a transféré sa compétence urbanisme à un EPCI	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
--	------------------------------	---

Compétence transférée à

La commune est compétente pour signer les actes d'urbanisme (autorisations, notamment)	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
--	------------------------------	---

La commune a souscrit à une convention avec un avocat auquel elle soumet les permis de construire avant toute décision	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
--	------------------------------	---

Nombre de permis délivrés En 2021 :

En 2022 :

En 2023 :

La commune dispose-t-elle d'au moins un agent en charge des affaires juridiques ?	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
---	------------------------------	---

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

SERVICE PUBLIC A CARACTERE INDUSTRIEL OU COMMERCIAL OU SPL

Un ou des SPCI ou une SPL ont été mis en place par la commune ? ☐ oui ☒ non

Lesquels ?

ETANGS / PLANS D'EAU

avec des ouvrages d'art tels que les digues ou barrage ☐ oui ☒ non

Si oui, quel est l'ouvrage en question ?

DIGUES, BARRAGES, BATARDEAUX

La commune est propriétaire ces équipements ? ☐ oui ☒ non

Modalité de gestion de la compétence et des activités associées ☐ Régie

Quel est le nombre d'infrastructures à couvrir ?Installations

COMPETENCE TOURISTIQUE - CULTURELLE

Classement « station balnéaire » « station touristique » ☐ oui ☒ non

La commune exerce une activité d'opérateur de tourisme ? ☐ Oui ☒ non

La commune est immatriculée Atout France ? ☐ oui ☒ non

Attention questionnaire spécifique garantie financière

La commune exerce une activité d'organisateur de spectacles ? ☐ Oui ☒ non

Capacité maximale des équipementspersonnes

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Compétence communale ☐ oui ☒ non

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

ACTION SOCIALE

Compétence de l'action sociale ☐ oui ☒ non

Si compétence exercée par la commune, elle gère :

Un service de prestations sociales ☐ oui ☒ non

Un ou des foyer(s) d'hébergement ☐ oui ☒ non

Une ou des Maisons – Relais Assistantes Maternelles ☐ oui ☒ non

Des activités de services à la personne ☐ oui ☒ non

Si oui,

Des bénéficiaires en traitement post opératoire
lourd sont-ils susceptibles d'être pris en charge
dans ce cadre ☐ oui ☒ non

CCAS

Budget du CCAS€

Compétences en plus des compétences légales

.....

QUESTIONNAIRE RESPONSABILITÉ CIVILE
MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DES SERVICES EN ASSURANCE

ACTION SANITAIRE

Compétence de l'action sanitaire

☐ oui

☒ non

Si compétence exercée par la commune, elle gère :

Un service de soins à domicile de soins infirmiers

☐ oui

☒ non

La commune emploie des médecins, des
kinésithérapeutes... ?

☐ oui

☒ non

D'autres activités spécifiques sont exercées par la
commune en matière sanitaire

☐ oui

☒ non

Si oui, préciser

.....